1
bureau
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 31 juillet 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 7 avril 1948 qui porte les mesures d'exécution du statut des agents de l'administration d'Afrique", et, le 3 octobre 1953, sur des amendements à ce projet, a donné le 5 octobre 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 31e Juli 1953 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 April 1948 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika", en de 3e October 1953 over amendementen op dat ontwerp, heeft de 5e October 1953 het volgend advies gegeven :

L'alinéa 1er du préambule doit être complété par la mention de l'arrêté royal du 27 juillet 1953 et de l'arrêté royal qui formera l'article 7 bis du statut (projet L.3862).

\+

\+ \+

L'article 2 du projet semble annoncer cinq tableaux alors que l'annexe I au projet n'en comporte que quatre.

D'autre part, les tableaux annexés au projet renferment des dispositions d'ordre réglementaire qui doivent trouver leur place dans le règlement lui-même.

Le Conseil d'Etat a dès lors, scindé l'article 2 et en a fait trois articles distincts qui sont repris ci-après.

\+

\+ \+

L'annexe III du projet comprend des dispositions qui devraient être insérées dans le règlement lui-même.

.../...

Elles feront l'objet de plusieurs articles qui seront repris ci-après.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat suggère d'insérer les dispositions qui ont fait l'objet de l'avis L.3734 dans l'article 39 du règlement tel qu'il est modifié par l'article 26 du projet.

Pour le surplus, le projet n'appelle que des observations de forme qui résultent implicitement du texte ci-après que propose le Conseil d'Etat.

ARRETE MINISTERIEL MODIFIANT L'ARRETE MINISTERIEL DU 7 AVRIL 1948 QUI PORTE LES MESURES D'EXECUTION DU STATUT DES AGENTS DE L'ADMINISTRATION D'AFRIQUE.

---

Le Ministre des Colonies,

Vu le statut des agents de l'administration d'Afrique, annexé à l'arrêté du Régent du 20 août 1948, modifié par l'arrêté du Régent du 16 décembre 1948, par l'ordonnance du 15 mai 1949, par l'arrêté du Régent du 18 mars 1950 et par les arrêtés royaux des 12 décembre 1950, 1er août 1951, 27 février 1952, 23 février 1953, 27 juillet 1953 ....

.../...

Vu l'arrêté ministériel du 7 avril 1948 qui porte les mesures d'exécution du statut précité, modifié par les arrêtés ministériels des 8 juin 1949, 12 juillet 1951, 15 mars 1952, 26 avril 1952 et 27 juin 1952;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

Article 1er.-

L'article 1er du règlement annexé à l'arrêté ministériel du 7 avril 1948 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er.- Les cours de préparation coloniale, visés à l'article 6, 7) , du statut, sont ceux organisés :

1° à l institut universitaire des territoires d'outremer;

2° dans les universités belges et les instituts belges d'enseignement supérieur, en vue de l'attribution du grade d'ingénieur agronome (groupes: "agronomie des régions tropicales" ou "eaux et forêts", y compris obligatoirement toutes les matières à option d'intérêt colonial belge), ou en vue de l'attribution du grade de licencié en sciences coloniales;

3° à l'école coloniale annexée au Ministère des Colonies;

4° à l'institut de médecine tropicale.".

.../...

Article 2.-

Il est inséré dans le même règlement un article 1 bis rédigé comme suit :

"Article 1bis.- Pour l'appréciation de la limite d'âge visée à l'article 6, 5), du statut , le jour de la prise en considération de la candidature est celui :

a) de la date fixée pour la clôture des inscriptions :

1° aux concours d'admission aux cours de l'école coloniale annexée au Ministère des Colonies;

2° aux concours organisés éventuellement en vue de la désignation des candidats qui seront autorisés à suivre les cours de l'institut de médecine tropicale;

3° à l'épreuve de sélection éventuellement organisée pour :

- les licenciés en sciences coloniales autres que les licenciés en sciences coloniales et administratives du contingent de l'institut universitaire des territoires d'outremer,
- les candidats en sciences coloniales et administratives de l'institut universitaire des territoires d'outremer,
- les diplômés et porteurs du certificat de fin d'études de l'institut de médecine tropicale qui n'ont pas été autorisés préalablement à suivre les cours en qualité de candidat à un emploi au service du gouvernement de la Colonie;

.../...

b) de l'ouverture des cours visés sub a), 1° et 2°, lorsque l'épreuve d'admission n'est pas exigée;

c) de l'autorisation d'admission au service de la Colonie, soit lorsque ni les cours de préparation coloniale visés sub a), 1° et 2°, ni l'épreuve d'admission à ces cours ne sont exigés, soit lorsque l'épreuve de sélection visée au 3° n'est pas organisée.".

Article 3.-

L'article 2 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2.- § 1er. Les diplômes ou certificats de fin d'études exigés pour l'accès à certaines fonctions de l'administration d'Afrique, y compris ceux qui, en application de l'article 7, § 1er, alinéa 2, du statut, permettent l'accès direct à certains grades supérieurs de la 4ème catégorie, sont spécifiés au tableau I annexé au présent arrêté.

§ 2. Sans préjudice des conditions prévues aux articles 6 et 7 du statut, les candidats aux fonctions du groupe des journalistes et les candidats aux fonctions du groupe des régisseurs doivent subir avec succès, devant un jury constitué par le Ministre des Colonies, un examen dont le programme est fixé au tableau II annexé au présent arrêté. Ceux du premier groupe doivent, en outre, justifier de deux années de pratique dans le journalisme écrit ou parlé.

.../...

§ 3. En application de l'article 9 du statut, les agents de l'Etat admis au service du gouvernement de la Colonie, pour remplir des fonctions territoriales ou des fonctions en rapport avec celles qu'ils exercent à l'administration métropolitaine, ont accès, lors du recrutement, aux grades équivalents au leur, déterminés au tableau III annexé au présent arrêté.

Pour les agents définitifs des autres administrations métropolitaines, les conditions d'engagement seront fixées dans chaque cas particulier.".

Article 4.-

Des articles 2 bis et 2 ter, rédigés comme suit, sont insérés dans le même règlement, au chapitre II, section 1ère :

"Article 2 bis.- En exécution de la disposition de l'annexe B, cadre 10 b, note 5, du statut, modifiée par l'arrêté royal du 23 février 1953, les personnes chargées de cours spéciaux dans les écoles officielles sont assimilées quant au traitement aux professeurs, aux régents ou aux instituteurs, conformément au tableau IV annexé au présent arrêté.

Article 2 ter. § 1er. En application de l'article 57 du statut, les agents de l'administration d'Afrique bénéficient, lors du recrutement, des bonifications de titres ou de pratique déterminées ci-après, d'un montant de 2 p.c. du traitement initial et qui peuvent éventuellement être cumulées.

.../...

§ 2. Bonifications de titres.

Tout diplôme ou certificat de fin d'études d'enseignement supérieur prévu à l'article 7, § 3, 1° à 4°, du statut, donne droit à une bonification par année d'études, au delà de la quatrième, exigée pour l'obtention de ce diplôme ou certificat.

Tout diplôme de fin d'études d'enseignement supérieur obtenu en plus du précédent et qui comporte une spécialisation coloniale, donne droit à une bonification.

Les autres bonifications pour la possession de diplômes ou certificats non requis pour la nomination sont énumérées au tableau I annexé au présent arrêté.

§ 3. Bonifications de pratique.

Sans préjudice des bonifications particulières prévues au tableau III annexé au présent arrêté, les candidats qui ont acquis une pratique en rapport avec les fonctions auxquelles ils se destinent à l'administration d'Afrique, ont droit à une bonification par année de pratique au Congo belge ou au Ruanda-Urundi ou par deux années de pratique en d'autres lieux, avec un maximum de 16 p.c. du traitement initial.

La pratique antérieure à l'âge de 21 ans accomplis n'est pas prise en considération.

Le Ministre des Colonies apprécie dans chaque cas le rapport entre la pratique acquise et les fonctions à remplir.".

.../...

Article 5.-

L'article 5, alinéa 4, du même règlement, est remplacé par la disposition suivante :

"Toutefois, sont régis par l'alinéa 2, les stagiaires de l'administration d'Afrique appartenant aux cadres actifs de l'armée belge ou d'une administration de l'Etat et qui sont visés à l'article 4, a, alinéa 2, des dispositions relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés , coordonnées le 25 janvier 1952.".

Articles 6 et 7.- (1)

... (texte des articles 5 et 6 du projet du Ministre) ...

Article 8.-

L'article 9 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 9.- § 1er. Les traitements et indemnités sont payés suivant les dispositions du règlement sur la comptabilité publique.

.../...

(1) Observation générale

Articles 5 et suivants : dans la phrase liminaire de chaque article, il y a lieu d'écrire : "même règlement" au lieu de : "mêmes mesures d'exécution".

Des avances sur traitement peuvent être consenties aux agents de l'administration d'Afrique, dans les limites fixées ci-après.

§ 2. En Belgique, le Ministre des Colonies ou son délégué peut accorder des avances pour frais d'équipement aux agents stagiaires, dès que l'arrêté les nommant à titre provisoire est signé, à concurrence d'un mois, de deux mois ou de trois mois de traitement d'activité, selon que l'intéressé est célibataire, marié ou père d'un ou plusieurs enfants. Ces avances sont remboursables, respectivement, en douze, dix-huit ou vingt-quatre mensualités.

Dans les mêmes limites et aux mêmes conditions de remboursement, la Caisse coloniale d'assurance peut consentir des avances, productives d'intérêts, aux agents ayant accompli une ou plusieurs périodes de service. Ces avances peuvent être recouvrées par des retenues sur traitement et par prélèvement sur toutes autres sommes dues par la Colonie aux intéressés.

§ 3. Au Congo, le Gouverneur général ou son délégué peut accorder des avances aux agents rejoignant leur destination, suivant un barème qu'il détermine. Il peut aussi consentir aux agents, suivant les modalités et conditions qu'il détermine, une avance destinée à l'achat d'un véhicule utilitaire, à employer dans l'intérêt du service.

Le secrétaire général, les gouverneurs de province et les directeurs généraux peuvent, dans le cas où les feuilles de compte ne leur sont pas parvenues ou dans d'autres cas spéciaux, accorder, par décision motivée, des avances sur traitement aux agents placés sous leurs ordres.

§ 4. Dans des circonstances exceptionnelles, laissées à leur appréciation, le Ministre des Colonies, le Gouverneur général ou leur délégué peut consentir aux agents, en vue de leur permettre de se faire rejoindre au Congo par leur famille, des avances sur traitement dont il détermine, dans chaque cas, les modalités de remboursement.".

Article 9.-

L'article 10, alinéa 1er, du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Pour l'application de l'article 64, alinéa 2, et de l'article 66, alinéa 2, du statut, les enfants, à l'exclusion de ceux que la femme a retenus d'un précédent mariage, sont considérés comme étant à charge des parents jusqu'à l'âge de 16 ans. Au delà de 16 ans, l'indemnité familiale n'est payée que s'il est prouvé que les enfants ne cessent pas d'être à charge des parents.".

Article 10.-

L'article 11 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 11.- Il est alloué à certains agents pour frais de représentation, une indemnité annuelle dont le montant est fixé à l'annexe V du présent arrêté.".

.../...

Articles 11 et 12.-

... (texte des articles 10 et 11 du projet du Ministre) ...

Article 13.-

L'article 15 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 15. § 1 er. Lorsque les agents et leur famille voyagent par la voie que leur indiquent les autorités désignées à l'article 75 du statut, la Colonie prend à sa charge les frais de transport des bagages, dans les conditions, proportions et limites fixées ci-après.

§ 2. Lorsque l'agent voyage par la voie maritime nationale, il est tenu d'emporter ses bagages avec lui. Il a droit à la gratuité de transport de bagages que comporte le réquisitoire. Il lui appartient d'emballer ses bagages dans les conditions fixées par la compagnie de transport.

§ 3. Lorsque l'agent voyage par une ligne aérienne belge, la Colonie supporte les frais de transport, par la voie maritime nationale, des poids de bagages mentionnés ci-après, sous déduction toutefois de la gratuité afférente au titre de voyage :

1° voyage Belgique-Congo :

| | |
|---|---|
| agent | 300 kgs |
| femme | 150 kgs |
| enfant | 75 kgs |

.../...

2° voyage Congo-Belgique :

| | |
|---|---|
| agent | 200 kgs |
| femme | 100 kgs |
| enfant | 50 kgs |

§ 4. Un supplément de bagages de 100 kgs est accordé aux membres du personnel rentrant ou rentrés en Europe et qui sont :

1° mis à la retraite normale par expiration de la durée ordinaire, prolongée ou réduite de la carrière ou par limite d'âge;

2° relevés pour inaptitude physique au service d'Afrique;

3° mis en disponibilité pour atteindre le moment de la retraite;

4° mis à la disposition de l'administration ou de l'armée métropolitaine pour une période d'un an au moins.

Il est, en outre, accordé à la femme et aux enfants, précédant, accompagnant ou suivant le mari ou le père, rentrant en Europe dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, un supplément de 50 kgs pour la femme, de 50 kgs pour chaque enfant de plus de 12 ans et de 25 kgs pour chaque enfant de 3 à 12 ans.

Ces suppléments ne peuvent être accordés qu'une seule fois, à un même agent, dans les cas prévus à l'alinéa 1er, 1° à 3°.

§ 5. Sont à charge de l'agent, les frais :

.../...

1° de transport des bagages jusqu'au port d'embarquement en Belgique lors du départ pour la Colonie et depuis ce port lors du retour;

2° de douane et de statistique;

3° d'assurance des bagages;

4° de timbres et ports de lettres.".

Articles 14 et 15.-

... (texte des articles 13 et 14 du projet du Ministre) ...

Article 16.-

L'article 22 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 22.- § 1er. Sont remboursés aux agents, ainsi qu'à leurs épouse et enfants qui ont bénéficié de l'indemnité familiale et qui ont été dûment autorisés à les précéder, accompagner ou rejoindre en Afrique au début ou au cours de la période écoulée :

1° les frais pour soins médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et dentaires reçus en Belgique ou au Grand-Duché de Luxembourg;

2° les frais pour les mêmes soins reçus à l'étranger, dans des cas spéciaux dûment justifiés auprès du directeur du Centre médical colonial.

.../...

§ 2. L'intervention de la Colonie dans les frais visés au § 1er se limite au remboursement des frais occasionnés par les examens médicaux nécessaires au diagnostic ou au pronostic et par le traitement des affections, à l'exclusion de tous autres frais, notamment des frais de logement, de nourriture ou de régime et de tous frais de prothèse dentaire.

Toutefois, les frais de transport nécessités par le traitement médical peuvent être remboursés dans certains cas exceptionnels, laissés à l'appréciation du directeur du Centre médical colonial.

D'autre part, les personnes hospitalisées dans des établissements spéciaux, sanatoria ou asiles, suivant les indications du directeur du Centre médical colonial, bénéficient d'une indemnité forfaitaire journalière qui ne peut dépasser 150 francs. Cette indemnité couvre les frais médicaux et pharmaceutiques courants, mais non les frais résultant d'examens spéciaux et d'interventions chirurgicales, qui sont remboursés conformément à l'alinéa 1er.".

Article 17.-

L'article 23 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 23.- Ouvrent seules le droit au remboursement partiel ou total des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques ou dentaires, les maladies

.../...

et les infirmités qui résultent du séjour au Congo et qui n'ont pas été provoquées intentionnellement par la victime.".

Article 18.-

L'article 24 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 24.- § 1er. Le droit au remboursement visé à l'article 22 s'étend à tous les frais exposés pendant que l'agent de l'administration d'Afrique conserve cette qualité, à condition qu'il ne se trouve dans aucune des positions statutaires suivantes :

1° suspension par mesure d'ordre;

2° mise en disponibilité pour reprendre du service dans l'armée ou dans une administration métropolitaine dont l'agent avait été détaché pour être mis à la disposition du Ministre des Colonies;

3° mise en disponibilité pour convenances personnelles.

§ 2. Le droit au remboursement ne s'étend qu'aux frais exposés pendant une durée limitée, fixée dans chaque cas par le directeur du Centre médical colonial ou son délégué, avec maximum de six mois :

1° à dater de la mise en disponibilité visée au § 1er, 2°;

.../...

2° à dater de la cessation définitive des fonctions, sauf lorsque l'agent :

a) a été démis pour inaptitude morale ou intellectuelle;
b) a été démis d'office pour avoir perdu la nationalité belge ou luxembourgeoise ou la jouissance de ses droits civils et politiques;
c) est démissionnaire ou révoqué.

Lorsqu'il s'agit d'une affection spécifiquement tropicale ou d'un accident grave encouru en service, le délai visé au présent paragraphe peut être fixé à douze mois au plus par le directeur du Centre médical colonial, sur rapport circonstancié des autorités compétentes d'Afrique.

Le Ministre des Colonies ou son délégué peut proroger les délais fixés aux alinéas précédents, pour une durée à déterminer dans chaque cas, en faveur de certains agents ou anciens agents, ou de leur famille, dont la situation particulièrement digne d'intérêt fait l'objet d'un rapport circonstancié et d'une proposition motivée du directeur du Centre médical colonial ou de son délégué. Le rapport précise notamment que les motifs justifiant la prorogation sont indépendants de la volonté du bénéficiaire ou sont dus à la force majeure.

§ 3. Les exclusions qui résultent des §§ 1er et 2 s'étendent aux familles des agents, sauf les dérogations qui peuvent être consenties par le Ministre des Colonies, sur proposition du directeur du Centre médical colonial ou de son délégué, dans les cas où le Ministre estime que l'intérêt de l'épouse ou des enfants le justifie.".

.../...

Article 19.-

L'article 25 du même règlement est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 25.- § 1er. Pour pouvoir bénéficier des droits prévus à l'article 22, les intéressés doivent, avant leur départ de la Colonie, faire dresser par un médecin du Gouvernement leurs notes étiologiques, mentionnant notamment les accidents et les maladies susceptibles d'ouvrir un droit au remboursement. En cas d'accident en service, les autorités médicales doivent établir un rapport circonstancié.

Pour les frais a exposer en Belgique ou au Grand-Duché de Luxembourg, les intéressés sont tenus de remplir les formalités énumérées ci-après. Les formalités relatives aux frais à exposer à l'étranger font l'objet d'instructions particulières.

§ 2. Les intéressés retirent au Ministère des Colonies (service du personnel d'Afrique) l'autotisation de se rendre au Centre médical colonial. Ils subissent au Centre un examen médical, le jour ouvrable de leur choix, sauf le samedi :

les agents, entre 9 h et 11 h 30;
les épouses et les enfants, entre 2 h et 5 h.

En cas d'urgence ou d'impossibilité de se déplacer, les intéressés font parvenir sans délai, sous pli confidentiel, au directeur du Centre médical colonial, un certificat médical portant le diagnostic établi par le médecin traitant. En ce cas, l'administration a le droit de faire examiner les intéressés par un médecin de son choix.

.../...

§ 3. Les malades ainsi que les femmes enceintes et les accouchées suivent ponctuellement les instructions qui leur sont données par les médecins du Ministère des Colonies au sujet du traitement à suivre ou concernant d'autres dispositions quelconques à prendre.

§ 4. Sous réserve des dispositions qui précèdent, les intéressés ont le libre choix du médecin.

§ 5. Pour les affections qui nécessitent le recours à des médecins spécialistes, le remboursement des frais ne peut être obtenu que si ce recours a été autorisé par le directeur du Centre médical colonial ou son délégué.

§ 6. Sauf dans des cas spéciaux à justifier par les intéressés, les demandes de remboursement des frais médicaux, chirurgicaux, obstétricaux, pharmaceutiques et dentaires doivent être accompagnées de la note d'honoraires acquittée ou d'une attestation de paiement. Cette note ou cette attestation mentionne le détail des prestations et des traitements spéciaux, conformément à la nomenclature générale adoptée par la Fédération médicale belge. La note du pharmacien donne le détail des fournitures pharmaceutiques.

§ 7. L'inobservation de l'une des formalités prévues au présent article prive les intéressés du droit au remboursement des frais pour lesquels cette formalité était requise.".

.../...

Article 20.-

L'article 26 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 26.- Le directeur du Centre médical colonial ou son délégué décide, dans chaque cas, si tout ou partie des frais dont le remboursement est demandé en vertu de l'article 22, § 1er, répondent aux conditions et ont fait l'objet des formalités requises pour l'intervention de la Colonie.

Il accorde ou refuse de même, dans chaque cas, l'intervention forfaitaire de la Colonie dans les frais des accouchements survenus en Belgique ou au Grand-Duché de Luxembourg, en application de l'article 94, alinéa 3, du statut.

En cas de refus total ou partiel du directeur, un recours contre sa décision peut être exercé auprès d'une commission médicale dont le Ministre des Colonies fixe la composition et le fonctionnement. Les décisions de la commission sont sans appel.".

Article 21.-

L'article 27 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 27.- Sous réserve de l'article 22, § 2, alinéa 3, l'intervention de la Colonie se fait :

1° dans les frais médicaux, chirurgicaux et dentaires, suivant le tarif déposé au Ministère des Colonies;

.../...

2° dans les frais pharmaceutiques, suivant le tarif pharmaceutique officiel édité par le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

L'indemnité forfaitaire d'accouchement est fixée par le tarif visé au 1°.".

Article 22.-

L'article 28 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 28.- A condition qu'ils se soient adressés au Centre médical colonial ou aux praticiens désignés par les autorités consulaires du pays où ils séjournent, selon le cas, les agents envoyés en mission officielle soit en Belgique, soit à l'étranger, peuvent obtenir le remboursement des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et dentaires dans la limite où ces frais sont pris à charge par la Colonie en faveur des agents en activité de service au Congo belge.

Les agents détachés au cabinet du Ministre des Colonies ou dans les services de son Ministère bénéficient du même avantage, à condition qu'ils se soient adressés au Centre médical colonial.".

Article 23.-

Les articles 29 à 35 du même règlement sont abrogés.

.../...

Article 24.-

L'article 37 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 37.- En exécution de l'article 124 du statut, l'accession par promotion au grade inférieur de la 3e catégorie est subordonnée à la réussite d'épreuves d'avancement de grade, qui sont spécifiées et réglementées à l'annexe VI du présent règlement.

Ne sont admis à ces épreuves que les agents nommés à titre définitif, revêtus du grade le plus élevé de la 4ème catégorie et qui ont obtenu l'appréciation synthétique "élite" ou "très bon" le 1er janvier précédant le début des épreuves. Dans le cas où l'appréciation est "très bon", elle doit être la troisième consécutive si l'agent a été recruté au grade inférieur de la 4ème catégorie, et la deuxième consécutive s'il a été recruté au grade supérieur de cette catégorie.

Pour l'application de l'alinéa 2, sont considérés comme agents revêtus du grade le plus élevé de la 4ème catégorie, le directeur d'école primaire et l'instituteur, de même que ceux qui leur sont assimilés, dès que leur traitement initial atteint 125.000 francs.

Les conducteurs adjoints principaux porteurs du diplôme de conducteur civil, de même que les architectes adjoints principaux porteurs du diplôme légal d'architecte, sont dispensés des épreuves visées à l'alinéa 1er.".

.../...

Article 25.-

... (texte du projet du Ministre ) ...

Article 26.-

L'article 39 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 39.- Les agents du grade supérieur de la 4e catégorie qui ont réussi les examens prévus en matière d'avancement de grade par les dispositions antérieures au présent règlement, sont dispensés de l'obligation de subir les épreuves visées à l'article 37.".

Article 27.-

... (texte du projet du Ministre, sous réserve de supprimer les derniers mots : "ci-dessus") ...

Article 28.-

... (texte de l'article 30 du projet du Ministre) ...

Article 29.-

... (texte de l'article 31 du projet du Ministre, sous réserve de supprimer le mot "toutefois")...

Article 30.-

... (texte de l'article 32 du projet du Ministre) ...

Article 31.-

... (texte de l'article 33 du projet du Ministre) ...

Article 32.-

... (texte de l'article 34 du projet du Ministre, sous réserve d'écrire :"... La limite d'âge des militaires du cadre européen de la force publique est fixée comme suit :") ...

Article 33.-

... (texte de l'article 36 du projet du Ministre) ...

Article 34.-

Les annexes I, II et III du même règlement sont remplacées par les annexes I à VI du présent arrêté.

.../...

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTREE EN VIGUEUR.

Article 35.-

§ 1er. Dans les cadres de l'administration d'Afrique où l'article 2, § 1er, l'article 2, § 3, et les tableaux I et III du même règlement, modifiés par le présent arrêté, accordent lors du recrutement des avantages supérieurs à ceux accordés par les dispositions correspondantes que le présent arrêté abroge, la situation des agents en service est ajustée, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, selon les règles énoncées ci-après.

§ 2. Si l'agent est encore revêtu de son grade de début, il voit son traitement majoré des bonifications supplémentaires dont il bénéficierait s'il était recruté sous le nouveau régime.

§ 3. L'agent qui, sous le nouveau régime, serait recruté à un grade supérieur à celui auquel il l'a été sous le regime précédent, peut se voir conférer ce grade.

Les augmentations annuelles acquises par l'intéressé depuis son recrutement sont alors rajustées sur la base de son traitement initial nouveau. Il en est de même des bonifications de pratique et de titre.

Le même rajustement de traitement est opéré en faveur de l'agent qui a été promu au grade que le nouveau régime confère, lors du recrutement, aux

.../...

candidats porteurs de ses titres, alors qu'il a été recruté à un grade inférieur sous le régime précédent.

Article 36.-

Les agents du grade supérieur de la 4e catégorie qui ont réussi le concours prévu à l'article 37 du même règlement, tel qu'il est rédigé avant sa modification par le présent arrêté, gardent tous les droits que leur conférait cette réussite.

Article 37.-

Le Gouverneur général peut encore organiser, dans le délai qu'il détermine, une ou plusieurs sessions d'examens, suivant la procédure prévue à l'article 37 du même règlement tel qu'il était rédigé avant sa modification par le présent arrêté.

La réussite de ces examens aura pour seul effet de dispenser les intéressés de l'obligation de subir les épreuves prévues au même article 37, tel qu'il est modifié par le présent arrêté.

Article 38.-

Le présent arrêté sort ses effets à la même date que l'arrêté royal du 23 février 1953 modifiant le statut des agents de l'administration d'Afrique annexé à l'arrêté du Régent du 20 août 1948.

.../...

Toutefois, sortent leurs effets :

1° le 1er janvier 1947 :
   a) les articles 22 et 27;
   b) l'annexe III, b, en ce qui concerne les professeurs de cours spéciaux, et l'annexe IV;

2° le 1er janvier 1949 : l'article 18;

3° le 1er janvier 1951 : l'article 24 en tant qu'il dispense les conducteurs adjoints principaux et les architectes adjoints principaux de l'obligation de participer aux épreuves d'accession à la 3ème catégorie;

4° le 1er janvier 1953 : l'article 4, en tant qu'il insère la disposition de l'article 2 ter, § 3, dans le règlement d'exécution du statut;

5° le 1er mars 1953 : l'article 24, sous réserve du 3° du présent article;

6° le 1er janvier 1954 : l'annexe I, 2°, en tant qu'elle fixe les conditions d'admission dans le cadre des conseillers juridiques.

Bruxelles, le

.../...

ANNEXES .

Le Conseil d'Etat suggère la présentation générale suivante :

"ANNEXES.

I. Diplômes et certificats

1° exigés pour l'accès à certaines fonctions;

2° donnant droit à des bonifications.

(Article 2, § 1er, et article 2 ter, § 2, du règlement d'exécution du statut).

(Ici le tableau I, C, du projet SANS les deux alinéas liminaires).

II. Examens d'admission dans les groupes des journalistes et régisseurs.

(Article 2, § 2, du règlement d'exécution du statut).

A. Groupe des journalistes.

(Ici, le (1) des pages 16-17 du projet, SANS l'alinéa liminaire et en remplaçant les lettres "A" et "B" par des "1°" et "2°).

B. Groupe des régisseurs.

(Ici le (2) de la page 17 du projet, SANS l'alinéa liminaire et en remplaçant les lettres a, b, c par les nos 1°, 2°, 3°).

III. Equivalence des grades métropolitains et des grades coloniaux et bonifications de pratique.

(Article 2, § 3, et article 2 ter, § 3, du règlement d'exécution du statut).

(Ici le tableau I, A, du projet, en omettant :

1° les deux alinéas liminaires du 1°;

2° tout le 2°;

3° le chiffre "3°", mais non les mots qui le suivent; et en remplaçant, au "N.B.", les mots "le titre B" par "le tableau IV").

IV. Assimilation des personnes chargées de cours spéciaux.

(Article 2 bis du règlement d'exécution du statut).

(Ici, le tableau I,B, du projet, sous réserve de l'observation finale).

.../...

V. Indemnités annuelles de représentation.

(Article 11 du règlement d'exécution du statut).

(Ici, le tableau II du projet, en omettant l'alinéa liminaire et tous les mots "au", "aux", etc...).

VI. Epreuves d'accession, par promotion, au grade inférieur de la troisième catégorie.

(Article 37 du règlement d'exécution du statut).

(Ici l'annexe IV du projet).

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du ...

(signature du Ministre).

Observation commune aux tableaux I et III. (I C et I A). Ces tableaux sont présentés imparfaitement, le premier l'est même "à l'envers". Ils doivent être composés des colonnes suivantes :

.../...

Tableau I (I C du projet) :

| 1 | 2 | 3 |
|---|---|---|
| GRADE DE L'ADMINISTRATION D'AFRIQUE | DIPLOME REQUIS<br>DIPLOMES SUPERIEURS OU SUPPLEMENTAIRES | NOMBRE DE BONIFICATIONS POUR DIPLOMES NON REQUIS. |

Tableau III (I A du projet) :

| 1 | 2 | 3 | |
|---|---|---|---|
| GRADE METROPOLITAIN | GRADE ACCESSIBLE EN AFRIQUE | BONIFICATIONS DE PRATIQUE | |
| | | Espèce et années de pratique. | Nombre de bonifications. |

OBSERVATION FINALE

Au tableau IV (I B du projet) la 3ème colonne est intitulée abusivement "Conditions d'admission" ; il s'agit en réalité des"conditions d'engagement", plus précisément du traitement initial attribué. Si nous l'avons bien comprise, cette colonne indique aussi le TITRE accordé, qui est toujours un des quatre suivants :

.../...

1. professeur (tout court),
2. professeur de cours spéciaux ,
3. chargé de cours spéciaux ,
4. maîtresse de coupe et confection ou maîtresse de cours ménagers.

S'il en est bien ainsi, la 3ème colonne devrait être subdivisée comme suit :

| | CONDITIONS D'ENGAGEMENT | |
|---|---|---|
| | 3 | 4 |
| | TITRE | TRAITEMENT INITIAL (PAR ASSIMILATION). |

Het eerste lid der inleiding moet worden aangevuld met de verwijzing naar het koninklijk besluit van 27 Juli 1953 en naar het koninklijk besluit, dat artikel 7 bis van het statuut (ontwerp L.3862) zal vormen.

\+

\+ +

Artikel 2 van het ontwerp geeft de indruk, dat er vijf tabellen zullen volgen, terwijl er in bijlage I bij het ontwerp slechts vier voorkomen.

Verder komen in de bij het ontwerp gevoegde tabellen verordenende bepalingen voor, die in het reglement zelf thuishoren.

Daarom heeft de Raad van State artikel 2 in drie onderscheiden artikelen gesplitst die verder zijn opgenomen.

\+

\+ +

Bijlage III bij het ontwerp bevat bepalingen die beter in het reglement zelf worden opgenomen.

Zij vormen de inhoud van verschcidene artikelen die verder volgen.

\+

\+ +

.../...

De Raad van State stelt voor, de bepalingen waarop het advies L.3734 betrekking had, in te voegen in artikel 39 van het reglement, zoals dat bij artikel 26 van het ontwerp wordt gewijzigd.

Verder zijn bij het ontwerp slechts opmerkingen inzake de vorm te maken. Zij blijken impliciet uit de hierna door de Raad van State voorgestelde tekst :

MINISTERIEEL BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET MINISTERIEEL BESLUIT VAN 7 APRIL 1948 HOUDENDE DE UITVOERINGSMAATREGELEN VAN HET STATUUT DER BEAMBTEN VAN HET BESTUUR IN AFRIKA.

---

De Minister van Koloniën,

Gelet op het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, gevoegd bij het besluit van de Regent van 20 Augustus 1948, gewijzigd door het besluit van de Regent van 16 December 1948, door de ordonnantie van 15 Mei 1949, door het besluit van de Regent van 18 Maart 1950 en door de koninklijke besluiten van 12 December 1950, 1 Augustus 1951, 27 Februari 1952, 23 Februari 1953 en 27 Juli 1953 ...

.../...

Gelet op het ministerieel besluit van 7 April 1948 houdende de uitvoeringsmaatregelen van voornoemd statuut, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 8 Juni 1949, 12 Juli 1951, 15 Maart 1952, 26 April 1952 en 27 Juni 1952;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

Artikel 1.-

Artikel 1 van het reglement gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 April 1948, wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1.- De in artikel 6, 7), van het statuut bedoelde cursussen in koloniale voorbereiding zijn die welke worden gegeven :

1° in het universitair instituut voor de overzeese gebieden;

2° in de Belgische universiteiten en Belgische instituten voor hoger onderwijs, met het oog op de toekenning van de graad van landbouwkundig ingenieur (groepen : "landbouwkunde der tropische streken" of "waters en bossen", waarin al de keuzevakken van Belgisch koloniaal belang moeten begrepen zijn), of met het oog op de toekenning van de graad van licentiaat in de koloniale wetenschappen;

3° in de koloniale school verbonden aan het Ministerie van Koloniën;

.../...

4° in het instituut voor tropische geneeskunde.".

Artikel 2.-

In hetzelfde reglement wordt een artikel 1 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 1 bis.- Voor de beoordeling van de in artikel 6, 5), van het statuut bedoelde leeftijdsgrens geldt als dag waarop de candidatuur in aanmerking wordt genomen, die :

a) van de datum vastgesteld voor de afsluiting der inschrijvingen :

1° voor de vergelijkende examens voor toelating tot de cursussen van de koloniale school verbonden aan het Ministerie van Koloniën;

2° voor de vergelijkende examens eventueel ingericht met het oog op de aanwijzing der candidaten die de cursussen aan het instituut voor tropische geneeskunde zullen mogen volgen;

3° voor het schiftingsexamen eventueel ingericht voor :

- de andere licentiaten in de koloniale wetenschappen dan de licentiaten in de koloniale en administratieve wetenschappen van het contingent van het universitair instituut voor de overzeese gebieden,

- de candidaten in de koloniale en administratieve wetenschappen van het universitair instituut voor de overzeese gebieden,

.../...

- de gediplomeerden en houders van het getuigschrift van volledige studiën van het instituut voor tropische geneeskunde, die vooraf geen toelating hebben bekomen om, als candidaat voor een betrekking in dienst van het gouvernement der Kolonie, de cursussen te volgen;

b) van het begin der onder a), 1° en 2°, genoemde cursussen, wanneer geen toelatingsexamen is vereist;

c) van de machtiging tot aanneming in dienst van de Kolonie, wanneer noch de onder a), 1° en 2°, bedoelde cursussen in koloniale voorbereiding, noch het examen voor toelating tot die cursussen worden vereist, of wanneer het in 3° bedoelde schiftingsexamen niet wordt ingericht.".

Artikel 3.-

Artikel 2 van hetzelfde reglement wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2.- § 1. De diploma's of getuigschriften van volledige studiën voor toelating tot bepaalde ambten bij het bestuur in Afrika, met inbegrip van die welke bij toepassing van artikel 7, § 1, tweede lid, van het statuut de rechtstreekse toelating tot sommige hogere graden der vierde categorie mogelijk maken, worden in de bij dit besluit gevoegde tabel I opgegeven :

.../...

§ 2. Onverminderd de eisen in de artikelen 6 en 7 van het statuut gesteld, moeten de candidaten voor de ambten in de groep journalisten en de candidaten voor de ambten in de groep regisseurs voor een door de Minister van Koloniën ingestelde examencommissie slagen voor een examen, waarvan het programma in de bij dit besluit gevoegde tabel II is vastgesteld. Die van de eerste groep moeten bovendien het bewijs leveren in de geschreven of gesproken journalistiek twee jaar praktijk te hebben.

§ 3. Bij toepassing van artikel 9 van het statuut hebben de leden van het Rijkspersoneel, die in dienst van het gouvernement der Kolonie aangenomen worden om ambten in gewestdienst of ambten van dezelfde aard als die welke zij in het moederlands bestuur uitoefenen te vervullen, bij de aanwerving toegang tot de met hun graad gelijkstaande graden, die in de bij dit besluit gevoegde tabel zijn bepaald.

Voor de vast benoemde personeelsleden der andere moederlandse besturen worden de eisen inzake aanneming in elk bijzonder geval vastgesteld.".

Artikel 4.-

In hetzelfde reglement worden in hoofdstuk II, sectie 1, artikelen 2 bis en 2 ter ingevoegd, luidende als volgt :

"Artikel 2 bis.- Ter uitvoering van het bepaalde in bijlage B, kader 10 b, noot 5, van het statuut, gewijzigd

.../...

bij koninklijk besluit van 23 Februari 1953, worden zij, die in de officiële scholen met bijzondere vakken zijn belast, wat hun wedde betreft, gelijkgesteld met de leraars, regenten of onderwijzers overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel IV.

Artikel 2 ter.- § 1. Bij toepassing van artikel 57 van het statuut genieten de leden van het bestuurspersoneel in Afrika bij hun aanwerving de hierna bepaalde bonificaties voor titels of praktijk. Die bonificaties bedragen 2 t.h. van de aanvangswedde en mogen eventueel gecumuleerd worden.

§ 2. Bonificaties voor titels.

Ieder diploma of getuigschrift van volledige studiën in het hoger onderwijs als bedoeld in artikel 7, § 3, 1° tot 4°, van het statuut, geeft recht op een bonificatie voor ieder studiejaar na het vierde, dat voor het bekomen van dat diploma of getuigschrift is vereist.

Ieder diploma van volledige studiën in het hoger onderwijs, dat benevens het vorige wordt behaald en waaruit een koloniale specialisatie blijkt, geeft recht op een bonificatie.

De andere bonificaties voor het bezit van diploma's of getuigschriften, die voor de benoeming niet vereist zijn, worden in de bij dit besluit gevoegde tabel I opgesomd.

.../...

§ 3.Bonificaties voor praktijk.

Onverminderd de bijzondere bonificaties in de bij dit besluit gevoegde tabel III opgegeven, hebben de candidaten, die praktijk hebben opgedaan in verband met het ambt dat zij bij het bestuur in Afrika wensen uit te oefenen, recht op een bonificatie per jaar praktijk in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi of per twee jaar praktijk elders, met een maximum van 16 t.h. van de aanvangswedde.

Praktijk vóór de leeftijd van volle 21 jaar komt niet in aanmerking.

De Minister van Koloniën oordeelt voor elk geval over het verband tussen de opgedane praktijk en het waar te nemen ambt.".

Artikel 5.-

Artikel 5, vierde lid, van hetzelfde reglement wordt door volgende bepaling vervangen :

"Echter vallen onder de gelding van het tweede lid de stagiaires van het bestuur in Afrika die behoren tot de actieve kaders van het Belgisch leger of van een Rijksbestuur en bedoeld zijn in artikel 4, a, tweede lid, van de 25 Januari 1952 samengeordende bepalingen inzake de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden.".

.../...

Artikelen 6 en 7.- (1)

... (tekst van de artikelen 5 en 6 van het ontwerp van de Minister) ...

Artikel 8.-

Artikel 9 van hetzelfde reglement wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 9.- § 1. De wedden en vergoedingen worden betaald volgens de bepalingen van het reglement op de openbare comptabiliteit.

Voorschotten op wedde kunnen binnen de hierna gestelde perken aan het bestuurspersoneel in Afrika worden toegestaan.

§ 2. In België kan de Minister van Koloniën of zijn gemachtigde aan de personeelsleden-stagiaires , zodra het besluit is ondertekend waarbij zij voorlopig worden aangesteld, voorschotten voor kosten van uitrusting toestaan tot een beloop van een maand, twee maanden of drie maanden activiteitswedde, naargelang de betrokkene ongehuwd, gehuwd of vader van één of meer kinderen is. Deze voorschotten zijn respectievelijk terugbetaalbaar in twaalf, achttien of vier en twintig maandelijkse stortingen.

Binnen dezelfde perken en onder dezelfde voorwaarden van terugbetaling kan de Koloniale Verzekeringskas aan de personeelsleden, die reeds één of verscheidene diensttermijnen hebben volbracht , voorschotten toestaan die intrest opbrengen. Deze voorschotten kunnen ingevor-

.../...

(1) Algemene opmerking
Artikelen 5 en volgende : in de inleidende zin van ieder artikel schrijve men: "hetzelfde reglement" in plaats van : "dezelfde uitvoeringsmaatregelen"

derd worden door afhoudingen op de wedde en door vooruitneming op om het even welke andere som die de Kolonie aan de betrokkenen verschuldigd is.

§ 3. In Congo kan de Gouverneur-generaal of zijn gemachtigde, volgens een door hem vastgestelde schaal, voorschotten toestaan aan de personeelsleden die zich naar hun bestemming begeven. Hij kan eveneens, volgens de modaliteiten en voorwaarden die hij vaststelt, aan de personeelsleden een voorschot toestaan voor de aankoop van een in het belang van de dienst te gebruiken nuttig voertuig.

De secretaris-generaal, de provinciegouverneurs en de directeurs-generaal kunnen, ingeval zij nog niet in het bezit zijn van de loonstaten of in andere bijzondere gevallen, bij een met redenen omklede beslissing aan de onder hun gezag staande personeelsleden voorschotten op wedde toestaan.

§ 4. In uitzonderlijke omstandigheden, welke aan zijn oordeel worden overgelaten, kan de Minister van Koloniën, de Gouverneur-generaal of hun gemachtigde aan de personeelsleden, ten einde deze in de mogelijkheid te stellen hun gezin bij zich in Congo te laten komen, voorschotten op wedde toestaan waarvan hij, in elk geval, de modaliteiten van terugbetaling bepaalt.".

Artikel 9.-

Artikel 10, eerste lid, van hetzelfde reglement wordt door volgende bepaling vervangen :

.../...

"Voor de toepassing van artikel 64, tweede lid, en artikel 66, tweede lid, van het statuut worden de kinderen, uitgezonderd die welke de vrouw uit een vorig huwelijk heeft behouden, tot de leeftijd van 16 jaar beschouwd als ten laste van de ouders zijnde. Boven 16 jaar wordt de gezinstoelage slechts uitbetaald, indien bewezen is dat de kinderen niet ophouden ten laste van de ouders te zijn.".

Artikel 10.-

Artikel 11 van hetzelfde reglement wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 11.- Aan sommige personeelsleden wordt voor representatiekosten een jaarlijkse vergoeding toegekend, waarvan het bedrag in bijlage V van dit besluit is vastgesteld.".

Artikelen 11 en 12.-

... (tekst der artikelen 10 en 11 van het ontwerp van de Minister) ...

Artikel 13.-

Artikel 15 van hetzelfde reglement wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 15.- § 1. Wanneer de personeelsleden en hun gezin voor hun reis de weg nemen hun aangewezen door

.../...

de in artikel 75 van het statuut vermelde overheidspersonen, neemt de Kolonie de kosten op zich van het vervoer van het reisgoed onder de voorwaarden, voor het gedeelte en binnen de perken als hierna bepaald.

§ 2. Wanneer het personeelslid over de nationale zeeweg reist, is het gehouden zijn reisgoed met zich te nemen. Het heeft recht op kosteloos vervoer van het op de reisorder vermelde reisgoed. Het moet zijn reisgoed verpakken volgens de eisen door de vervoermaatschappij gesteld.

§ 3. Wanneer het personeelslid over een Belgische luchtlijn reist, neemt de Kolonie de kosten van vervoer, over de nationale zeeweg, van de hiernavermelde gewichten reisgoed op zich, echter met aftrek van het volgens het reisbewijs kosteloos vervoerd gewicht:

1° reis België - Congo :

| | |
|---|---|
| personeelslid | 300 kilogram |
| vrouw | 150 kilogram |
| kind | 75 kilogram |

2° reis Congo - België :

| | |
|---|---|
| personeelslid | 200 kilogram |
| vrouw | 100 kilogram |
| kind | 50 kilogram. |

§ 4. Een reisgoedsupplement van 100 kilogram wordt toegestaan aan de personeelsleden die naar Europa terugkeren of teruggekeerd zijn en die :

.../...

1° normaal op rust zijn gesteld wegens het verstrijken van de gewone, verlengde of verminderde duur van de loopbaan of wegens het bereiken van de leeftijdsgrens;

2° ontslagen zijn wegens lichamelijke ongeschiktheid voor de dienst in Afrika;

3° ter beschikking zijn gesteld om het tijdstip van het op rust stellen te bereiken;

4° voor een periode van ten minste één jaar ter beschikking zijn gesteld van het bestuur of van het leger in het moederland.

Daarenboven wordt aan de vrouw en de kinderen, die vóór de echtgenoot of de vader afreizen, hem vergezellen of hem volgen, wanneer hij, onder de in het vorige lid gestelde voorwaarden, naar Europa terugkeert, een supplement toegestaan van 50 kilogram voor de vrouw, 50 kilogram voor ieder kind van meer dan 12 jaar en 25 kilogram voor ieder kind van 3 tot 12 jaar.

Aan een zelfde personeelslid kunnen die supplementen in de in het eerste lid, 1° tot 3° bepaalde gevallen slechts eenmaal toegestaan worden.

§ 5. Ten laste van het personeelsid vallen de kosten :

1° van vervoer van het reisgoed tot de haven van inscheping in België bij het vertrek naar de Kolonie en van deze haven bij de terugkomst;

.../...

2° van douanen en statistieken;

3° van verzekering van het reisgoed;

4° van zegels en frankering van brieven.".

Artikelen 14 en 15.-

... (tekst der artikelen 13 en 14 van het ontwerp van de Minister) ...

Artikel 16.-

Artikel 22 van hetzelfde reglement wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 22.- § 1. Aan de personeelsleden, alsook aan hun echtgenote en kinderen die de gezinstoelage hebben genoten en behoorlijk zijn gemachtigd vóór hen naar Afrika af te reizen, hen daarheen te vergezellen of zich er bij de aanvang of in de loop van het voorbije tijdperk bij hen te vervoegen, worden terugbetaald :

1° de kosten van geneeshoer, heelmeester, apotheker en tandarts in België of in het Groothertogdom Luxemburg;

2° de kosten voor dezelfde verzorging in het buitenland, in bijzondere gevallen bij de directeur van het Koloniaal Geneeskundig Centrum behoorlijk gerechtvaardigd.

.../...

§ 2. De bijdrage der Kolonie in de in § 1 genoemde kosten is beperkt tot de terugbetaling der kosten die volgen uit een voor diagnose of prognose vereist geneeskundig onderzoek of uit behandeling van aandoeningen, met uitsluiting van alle andere kosten, als kosten van huisvesting, voeding of dieet en van alle kosten van tandprothese.

Echter kunnen de wegens geneeskundige behandeling gevergde vervoerkosten worden terugbetaald in sommige uitzonderingsgevallen waarover de directeur van het Koloniaal Geneeskundig Centrum vrij oordeelt.

Verder genieten zij die, naar gelang van de aanwijzingen van de directeur van het Koloniaal Geneeskundig Centrum, in bijzondere instellingen, sanatoria of gestichten zijn opgenomen, een forfaitaire dagelijkse vergoeding welke 150 frank niet mag te boven gaan. Die vergoeding dekt de gewone kosten voor geneesheer en apotheker, doch niet de kosten voor bijzonder onderzoek en heelkundig ingrijpen, welke overeenkomstig het eerste lid worden terugbetaald.

.../...

Artikel 17.-

Artikel 23 van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 23.- Op gedeeltelijke of volledige terugbetaling van de kosten voor geneesheer, heelmeester, apotheker of tandarts geven alleen recht, de ziekten en gebreken die het gevolg zijn van een verblijf in Congo en niet opzettelijk door het slachtoffer zijn veroorzaakt.".

Artikel 18.-

Artikel 24 van hetzelfde reglement wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 24.- § 1. Het in artikel 22 bedoelde recht op terugbetaling geldt voor al de kosten die gedaan worden terwijl het personeelslid van het bestuur in Afrika die hoedanigheid behoudt, op voorwaarde dat hij niet in een der volgende statutaire toestanden verkeert :

1° schorsing bij ordemaatregel ;

2° terbeschikkingstelling om opnieuw dienst te nemen in het leger of een bestuur in het moederland waarvan het personeelslid was gedetacheerd om ter beschikking van de Minister van Koloniën te worden gesteld ;

3° terbeschikkingstelling om persoonlijke aangelegenheden.

.../...

§ 2. Het recht op terugbetaling geldt enkel voor de kosten die zijn gedaan gedurende een beperkte tijd, zoals de directeur van het Koloniaal Geneeskundig Centrum of zijn gemachtigde deze voor ieder geval vaststelt, met een maximum van zes maanden :

1° te rekenen van de in § 1, 2°, bedoelde terbeschikkingstelling ;

2° te rekenen van de definitieve ambtsneerlegging, behalve wanneer het personeelslid :

a) wegens zedelijke of verstandelijke ongeschiktheid is ontslagen ;

b) van ambtswege is ontslagen wegens het verlies van de Belgische of Luxemburgse nationaliteit of van zijn burgerlijke en politieke rechten ;

c) ontslag neemt of afgezet wordt.

Betreft het een specifiek tropische aandoening of een in dienst opgelopen zwaar ongeval, dan kan de directeur van het Koloniaal Geneeskundig Centrum, op omstandig verslag der bevoegde overheidspersonen in Afrika, de in deze paragraaf genoemde termijn op ten hoogste twaalf maanden vaststellen.

De Minister van Koloniën of zijn gemachtigde kan de in de voorgaande leden bepaalde termijnen met een voor ieder geval te bepalen duur verlengen ten voordele van sommige personeelsleden of gewezen personeelsleden of van hun gezin, wier bijzonder interessante toestand blijkt uit een omstandig verslag en een met redenen omkleed voorstel van de directeur van het Koloniaal Geneeskundig Centrum of zijn gemachtigde. Het verslag verklaart namelijk dat de redenen, welke de verlenging rechtvaardigen, onafhankelijk zijn van de wil van de begunstigde of aan overmacht te wijten zij

.../...

§ 3. De uit de §§ 1 en 2 volgende uitsluitingen zijn ook van toepassing op de gezinnen der personeelsleden, behalve dat de Minister van Koloniën, op voorstel van de directeur van het Koloniaal Geneeskundig Centrum of van zijn gemachtigde, afwijkingen kan toestaan in de gevallen waarin het belang van de echtgenote of de kinderen zulks naar zijn oordeel rechtvaardigen.".

Artikel 19.-

Artikel 25 van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 25.- § 1. Om de in artikel 22 genoemde rechten te kunnen genieten, moeten de betrokkenen vóór hun vertrek uit de Kolonie hun aetiologische nota's door een geneesheer van het gouvernement doen opmaken, waarin namelijk de ongevallen en ziekten worden opgegeven die op terugbetaling recht kunnen geven. Voor ongevallen in dienst moet de geneeskundige overheid een omstandig verslag opmaken.

Voor de kosten in België of in het Groothertogdom Luxemburg te doen, dienen de betrokkenen de hierna opgesomde formaliteiten te vervullen. De formaliteiten betreffende de kosten in het buitenland te doen, zijn in bijzondere instructies vervat.

§ 2. De betrokkenen halen op het Ministerie van Koloniën (dienst personeel in Afrika) de toelating af om zich naar het Koloniaal Geneeskundig Centrum te begeven. Zij ondergaan in het centrum op de door hen gekozen werkdag, behalve 's Zaterdags, een geneeskundig onderzoek :

.../...

personeelsleden tussen 9 u. en 11 u. 30 ;

echtgenoten en kinderen tussen 2 u. en 5 u. .

In dringende gevallen of bij onmogelijkheid om te reizen, zenden de betrokkenen onverwijld, bij vertrouwelijk schrijven aan de directeur van het Koloniaal Geneeskundig Centrum, een geneeskundig getuigschrift met vermelding van de door de behandelende geneesheer gestelde diagnose. In zodanig geval heeft de administratie het recht de betrokkenen te laten onderzoeken door een geneesheer die zij aanwijst.

§ 3. De zieken, alsmede de zwangere en de kraamvrouwen, volgen stipt de instructies op die hun door de geneesheren van het Ministerie van Koloniën worden gegeven in verband met de toe te passen behandeling of met enigerlei andere te nemen maatregelen.

§ 4. Onder voorbehoud van de voorgaande bepalingen zijn de betrokkenen vrij in het kiezen van een geneesheer.

§ 5. Voor aandoeningen waarbij het ingrijpen van geneesheren-specialisten is vereist, kan de terugbetaling der kosten slechts worden bekomen zo de directeur van het Koloniaal Geneeskundig Centrum of zijn gemachtigde dat ingrijpen toestaat.

§ 6. Behoudens bijzondere door de betrokkenen te rechtvaardigen gevallen moet, samen met de aanvragen tot terugbetaling der kosten van geneesheer, heelmeester, verloskundige, apotheker en tandarts, de voor voldaan getekende rekening van het ereloon of een betalingskwijtschrift voorgelegd worden. Deze rekening of dat kwijt-

.../...

schrift vermeldt omstandig de speciale prestaties en behandelingen, overeenkomstig de algemene door de Belgische geneeskundige vereniging aangenomen nomenclatuur. De rekening van de apotheker vermeldt omstandig de geleverde pharmaceutische artikelen.

§ 7. Niet-naleving van een der in dit artikel voorgeschreven formaliteiten doet de betrokkenen het recht op terugbetaling der kosten, waarvoor die formaliteit was vereist, verliezen.".

Artikel 20.-

Artikel 26 van hetzelfde reglement wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 26.- De directeur van het Koloniaal Geneeskundig Centrum of zijn gemachtigde beslist voor elk geval of de kosten, welker terugbetaling krachtens artikel 22, § 1, wordt gevraagd, geheel of gedeeltelijk aan de gestelde eisen voldoen en of hierbij de formaliteiten zijn in acht genomen die voor de bijdrage der Kolonie zijn vereist.

Zo ook verleent of weigert hij, bij toepassing van artikel 94, derde lid, van het statuut, voor elk geval, de forfaitaire bijdrage der Kolonie in de kosten, voor bevallingen in België of in het Groothertogdom Luxemburg.

Bij volledige of gedeeltelijke weigering van de directeur staat tegen zijn beslissing beroep open bij een geneeskundige commissie, waarvan de Minister van Koloniën samenstelling en werking bepaalt. Tegen de beslissingen der commissie staat geen hoger beroep open.".

.../...

Artikel 21.-

Artikel 27 van hetzelfde reglement wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 27.- Onder voorbehoud van artikel 22, § 2, derde lid, draagt de Kolonie bij :

1° in de kosten van geneesheer, heelmeester en tandarts, volgens het op het Ministerie van Koloniën neergelegde tarief ;

2° in de kosten van apotheker, volgens het door het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg uitgegeven officieel pharmaceutisch tarief.

De forfaitaire vergoeding voor bevalling is vastgesteld in het in 1° genoemd tarief.".

Artikel 22.-

Artikel 28 van hetzelfde reglement wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 28.- De personeelsleden, die voor een officiële opdracht naar België of naar het buitenland worden gezonden, kunnen, mits zij zich, al naar het geval, tot het Koloniaal Geneeskundig Centrum of tot de praktiserende geneesheren, aangewezen door de consulaire overheid van het land waar zij verblijven, hebben gericht, de terugbetaling der kosten van geneesheer, heelmeester, apotheker en tandarts bekomen, voor zover de Kolonie die kosten op zich neemt voor de personeelsleden die in Belgisch-Congo in actieve dienst zijn.

.../...

De personeelsleden bij het kabinet van de Minister van Koloniën of bij de diensten van zijn Ministerie gedetacheerd, genieten hetzelfde voordeel, mits zij zich tot het Koloniaal Geneeskundig Centrum hebben gericht.".

Artikel 23.-

De artikelen 29 tot 35 van hetzelfde reglement worden opgeheven.

Artikel 24.-

Artikel 37 van hetzelfde reglement wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 37.- Ter uitvoering van artikel 124 van het statuut is de toegang bij bevordering tot de lagere graad van de 3de categorie onderworpen aan het slagen in examens voor bevordering tot een hogere graad die in bijlage VI van dit reglement nader worden bepaald en gereglementeerd.

Aan die examens mogen alleen deelnemen de vastbenoemde personeelsleden met de hoogste graad van de 4de categorie, die de algemene beoordeling "uitstekend" of "zeer goed" hebben bekomen op de 1ste Januari die de aanvang der examens voorafgaat. Ingeval de beoordeling "zeer goed" is, moet zij driemaal achtereenvolgens bekomen zijn, indien het personeelslid in de laagste graad van de 4de categorie is aangeworven, en tweemaal achtereenvolgens indien hij in de hogere graad van deze categorie is aangeworven.

.../...

Voor de toepassing van het tweede lid worden beschouwd als personeelsleden met de hoogste graad van de 4de categorie de bestuurder van een lagere school en de onderwijzer, alsook zij die met hen gelijkgesteld zijn, zodra hun beginwedde 125.000 frank bedraagt.

De eerstaanwezende adjunct-conducteurs, houders van het diploma van burgerlijk conducteur, alsook de eerstaanwezende adjunct-architecten, houders van het wettelijk diploma van architect, zijn vrijgesteld van de in het eerste lid bedoelde examens.".

Artikel 25.-

... (tekst van het ontwerp van de Minister, mits "proeven" door "examens" te vervangen) ...

Artikel 26.-

Artikel 39 van hetzelfde reglement wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 39.- De personeelsleden van de hogere graad der 4de categorie, die geslaagd zijn in de examens voor bevordering tot een hogere graad als voorgeschreven door de bepalingen van vóór dit reglement, zijn vrijgesteld van de verplichting de in artikel 37 bedoelde examens af te leggen.".

.../...

Artikel 27.-

Artikel 40 van hetzelfde reglement wordt door volgende bepaling vervangen :

"Artikel 40.- De personeelsleden van de hogere graad van de 4de categorie, die bij de moederlandse administratie geslaagd zijn in de examens vereist voor de overgang naar een betrekking van de eerste categorie van het Rijkspersoneel, welke betrekking gelijkstaat met de functies bij het bestuur in Afrika uitgeoefend, zijn vrijgesteld van de verplichting, de in artikel 37 bedoelde examens af te leggen.".

Artikel 28.-

... (tekst van artikel 30 van het ontwerp van de Minister) ...

Artikel 29.-

... (tekst van artikel 31 van het ontwerp van de Minister, mits het woord "evenwel" weg te laten) ...

Artikel 30.-

... (tekst van artikel 32 van het ontwerp van de Minister) ...

.../...

Artikel 31.-

... (tekst van artikel 33 van het ontwerp van de Minister ) ...

Artikel 32.-

... (tekst van artikel 34 van het ontwerp van de Minister, mits te schrijven : "... De leeftijdsgrens der militairen van het Europees kader der weermacht wordt vastgesteld als volgt :") ...

Artikel 33.-

... (tekst van artikel 36 van het ontwerp van de Minister) ...

Artikel 34.-

De bijlagen I, II en III van hetzelfde reglement worden door de bijlagen I tot VI van dit besluit vervangen.

OVERGANGSBEPALINGEN EN INWERKINGTREDING.

Artikel 35.-

§ 1. In de kaders van het bestuur in Afrika, waarvoor artikel 2, § 1, artikel 2, § 3, en de tabellen I en III van hetzelfde reglement, zoals zij door dit besluit worden gewijzigd, bij de aanwerving grotere

.../...

voordelen toekennen dan die welke worden verleend door de bij dit besluit opgeheven overeenkomstige bepalingen, wordt de toestand der in dienst zijnde personeelsleden met ingang van de inwerkingtreding van dit besluit volgens de hierna aangegeven regelen aangepast.

§ 2. Zo het personeelslid nog zijn aanvangsgraad heeft, wordt zijn wedde verhoogd met de bijkomende bonificaties die hij zou genieten, indien hij onder de nieuwe regeling werd aangeworven.

§ 3. Het personeelslid dat, onder de nieuwe regeling, zou aangeworven worden in een hogere graad dan die waarin hij onder de voorgaande regeling is aangeworven, kan deze hogere graad bekomen.

De door de betrokkene sedert zijn aanwerving verworven jaarlijkse verhogingen worden dan op basis van zijn nieuwe aanvangswedde aangepast. Hetzelfde geldt voor de bonificaties wegens praktijk en titels.

Dezelfde aanpassing van wedde heeft plaats voor het personeelslid, dat bevorderd is tot de graad die de nieuwe regeling bij de aanwerving verleent aan de candidaten, houders van zijn titels, terwijl het onder de vorige regeling in een lagere graad is aangeworven.

.../...

Artikel 36.-

De personeelsleden van de hogere graad der vierde categorie, die geslaagd zijn voor de wedstrijd bedoeld in artikel 37 van hetzelfde reglement, zoals het luidde voordat het door dit besluit is gewijzigd, behouden al de rechten die zij daardoor hebben verkregen.

Artikel 37.-

De Gouverneur-generaal kan ook binnen een door hem te bepalen termijn één of meer examenzittijden inrichten volgens de procedure die is aangegeven in artikel 37 van hetzelfde reglement, zoals het luidde voordat het door dit besluit is gewijzigd.

De enige uitwerking van het slagen voor die examens is dat de betrokkenen worden vrijgesteld van de verplichting tot het afleggen van de examens als bedoeld in hetzelfde artikel 37, zoals het door dit besluit wordt gewijzigd.

Artikel 38.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van dezelfde datum als het koninklijk besluit van 23 Februari 1953 tot wijziging van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, gevoegd bij het besluit van de Regent van 20 Augustus 1948.

.../...

Echter hebben uitwerking :

1° met ingang van 1 Januari 1947 :

a) de artikelen 22 en 27;

b) bijlage III, b, wat betreft de leraars in bijzondere vakken, en bijlage IV;

2° met ingang van 1 Januari 1949 : artikel 18;

3° met ingang van 1 Januari 1951 : artikel 24, voor zover het de eerstaanwezende adjunct-conducteurs en de eerstaanwezende adjunct-architecten vrijstelt van de verplichting, aan de examens voor toelating tot de derde categorie deel te nemen;

4° met ingang van 1 Januari 1953 : artikel 4, voor zover dit het bepaalde in artikel 2 ter, § 3, in het reglement tot uitvoering van het statuut invoegt;

5° met ingang van 1 Maart 1953 : artikel 24, onder voorbehoud van 3° van dit artikel;

6° met ingang van 1 Januari 1954 : bijlage I, 2°, voor zover zij de eisen inzake toegang tot het kader der juridische adviseurs vaststelt.

Brussel, de

BIJLAGEN.

De Raad van State bevoelt de volgende algemene inkleding aan :

"BIJLAGEN.

I. Diploma's en getuigschriften

1° vereist voor toelating tot sommige ambten ;

2° die recht geven op bonificaties.

(Artikel 2, § 1, en artikel 2 ter, § 2, van het reglement tot uitvoering van het statuut).

(Hier tabel I, C, van het ontwerp, ZONDER de twee inleidende leden).

II. Examens voor toelating tot de groepen journalisten en regisseurs.

(Artikel 2, § 2, van het reglement tot uitvoering van het statuut).

A. Groep journalisten.

(Hier (1) van de bladzijden 16-17 van het ontwerp, ZONDER het inleidend lid en mits de letters "A" en "B" door "1°" en "2°" te vervangen).

.../...

B. Groep regisseurs.

(Hier (2) van bladzijde 17 van het ontwerp, ZONDER het inleidend lid en mits de letters a, b, c, door de nummers 1°, 2°, 3° te vervangen).

III. Gelijkwaardigheid van de graden in het moederland en de koloniale graden en bonificaties voor praktijk.

(Artikel 2, § 3, en artikel 2 ter, § 3, van het reglement tot uitvoering van het statuut).

(Hier tabel I,A, van het ontwerp, met weglating van : 1° de twee inleidende leden van 1° ;

2° het gehele 2° ;

3° het cijfer "3°", maar niet de erop volgende woorden en mits in "N.B." "titel B" door "tabel IV" te vervangen).

IV. Gelijkstelling der personen met bijzondere vakken belast.

(Artikel 2 bis van het reglement tot uitvoering van het statuut).

(Hier tabel I,B, van het ontwerp, onder voorbehoud van de slotopmerking).

.../...

V. Jaarlijkse representatievergoedingen.

(Artikel 11 van het reglement tot uitvoering van het statuut).

(Hier tabel II van het ontwerp, met weglating van het inleidend lid en van al de woorden "aan de", enz.).

VI. Examens voor toelating bij bevordering tot de lagere graad van de derde categorie.

(Artikel 37 van het reglement tot uitvoering van het statuut).

(Hier bijlage IV van het ontwerp).

Mij bekend om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van ...

(handtekening van de Minister).

Opmerking betreffende de tabellen I en III (I C en I A). De inkleding van deze tabellen is niet in orde ; voor de eerste is men zelfs verkeerd te werk gegaan. Zij moeten bestaan uit de volgende kolommen :

.../...

Tabel I ( I C van het ontwerp) :

| 1 | 2 | 3 |
|---|---|---|
| GRAAD BIJ HET BESTUUR IN AFRIKA | VEREIST DIPLOMA<br>HOGERE OF BIJKOMENDE DIPLOMA'S | AANTAL BONIFICATIE VOOR NIET VEREISTE DIPLOMA'S |

Tabel III ( I A van het ontwerp) :

| 1 | 2 | 3 | |
|---|---|---|---|
| GRAAD IN HET MOEDERLAND | TOEGANKELIJKE GRAAD IN AFRIKA | BONIFICATIES VOOR PRAKTIJK. | |
| | | soort en jaren praktijk | Aantal bonificaties. |

SLOTOPMERKING.

In tabel IV (I B van het ontwerp) is aan de derde kolom, in de Franse tekst, verkeerdelijk de titel "Conditions d'admission" gegeven, daar het in werkelijkheid om aanwervingsvoorwaarden gaat, en meer bepaald om de toegekende aanvangswedde. Zo wij het goed voorhebben, geeft die kolom eveneens de toegekende TITEL aan, welke steeds een der volgende vier is :

.../...

1. leraar (zonder meer),
2. leraar in bijzondere vakken ,
3. lesgever in bijzondere vakken ,
4. leermeesteres in snit en confectie of leermeesteres in huishoudelijke vakken.

Is dat werkelijk zo, dan is de derde kolom als volgt onder te verdelen :

| | AANVERVINGSVOORWAARDEN | |
|---|---|---|
| | 3 | 4 |
| | TITEL | AANVANGSWEDDE (BIJ GELIJKSTELLING). |

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président,

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,

J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation,
L. FREDERICQ, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DEVOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Colonies.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Koloniën.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECHIYN.